

Art. 9. Binnen de twee maanden na de ontvangst van het verslag van de Algemene inspectiedienst brengt de raadplegingscel een advies uit ten behoeve van de Regering van de Franse Gemeenschap wat betreft de overeenstemming tussen de opleiding ingericht door het IFAPME of de SFPME en het bedoelde kwalificatiegetuigschrift. De raadplegingscel moet zijn advies met redenen omkleeden en, desgevallend, brengt ze voorstellen tot verbetering ten behoeve van het IFAPME en de SFPME uit.

Art. 10. De Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt of het uitgereikte bekwaamheidsbewijs overeenstemt. Ze bepaalt het ogenblik waarop haar beslissing uitwerking heeft.

Ze verwittigt het IFAPME of de SFPME en de personen bedoeld bij artikel 3 van haar beslissing en van de datum van uitwerking van haar beslissing.

Art. 11. Om de stagiairs in staat te stellen toegang te krijgen tot de opleidingseenheden die de uitreiking toelaten van het getuigschrift voor het hoger secundair onderwijs, zal op het overeenstemmende bekwaamheidsbewijs uitgereikt door het IFAPME of de SFPME de vermelding « stemt overeen met het kwalificatiegetuigschrift ... uitgereikt door het secundair leerplichtonderwijs » dragen.

Art. 12. De Algemene inspectiedienst kan, op aanvraag of uit eigen initiatief, zijn evaluatie- en toezichtsopdrachten uitoefenen zoals bepaald in artikel 8 na de eerste inrichting van de opleiding. Hij brengt verslag uit aan de cel die, binnen een termijn van twee maanden vanaf de ontvangst van het verslag, een advies uitbrengt betreffende het al dan niet behouden van de overeenstemming voor de betrokken cursus ten behoeve van de Regering van de Franse Gemeenschap. Raad het advies de afschaffing van de overeenstemming aan, dan beschikt de Regering van de Franse Gemeenschap over twee maanden om aan het IFAPME of de SFPME kennis te geven van haar beslissing om de overeenstemming van titels bedoeld in het inspectieverslag te behouden of in te trekken.

Ze bepaalt het ogenblik waarop haar beslissing uitwerking heeft. De beslissing dient met redenen omkleed te worden.

Art. 13. De Ministers tot wier bevoegdheden het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie behoren, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 september 2011.

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2011 — 2918

[C – 2011/29545]

6 OCTOBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au télétravail

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juillet 2008 relatif au télétravail dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies Nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), notamment l'article 13, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de formation en cours de carrière, notamment l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la naissance et de l'enfance, en abrégé « O.N.E. », notamment l'article 24, § 2, modifié par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, notamment l'article 140, § 3;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 novembre 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 novembre 2010;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 18 novembre 2010;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 20 décembre 2010;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Entreprise des technologies nouvelles de l'Information et de la Communication, donné le 13 janvier 2011;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, donné le 24 janvier 2011;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 18 janvier 2011;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de la formation en cours de carrière, donné le 31 janvier 2011;

Vu le protocole de négociation n° 394 du Comité de secteur n° XVII, conclu le 4 février 2011;

Vu l'avis n° 49.558/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 mai 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'accord-cadre européen du 16 juillet 2002 sur le télétravail;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux agents statutaires et aux membres du personnel contractuel, ci-après membres du personnel, des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII.

Sont toutefois exclus du champ d'application du présent arrêté les membres du personnel contractuel engagés dans le cadre d'un contrat de travail de moins de deux ans.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° télétravail : toute forme d'organisation et/ou de réalisation du travail, utilisant les technologies de l'information, dans laquelle un travail qui peut être réalisé dans les locaux de l'employeur est effectué de façon régulière au domicile du télétravailleur ou en tout autre lieu choisi par lui situé en dehors des locaux de l'employeur, moyennant l'accord de ce dernier;
- 2° télétravailleur : l'agent statutaire ou le membre du personnel contractuel qui effectue du télétravail;
- 3° employeur : les services du Gouvernement de la Communauté française, le Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou l'organisme d'intérêt public qui relève du Comité de secteur XVII;
- 4° service : une entité dirigée par un agent de rang 12 au moins;
- 5° Comité de direction : le Comité de direction du Ministère de la Communauté française, tel que défini à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 fixant le statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ou, le cas échéant, l'organe de direction du CSA ou des organismes d'intérêt public visés à l'article 1^{er}.

CHAPITRE II. — *De la décision de recourir au télétravail dans l'organisation d'un service*

Art. 3. § 1^{er}. Le Comité de direction peut décider de permettre à un service qui répond aux conditions visées au paragraphe 2 de recourir au télétravail.

§ 2. Un service peut être autorisé à recourir au télétravail s'il répond aux conditions suivantes :

- 1° le télétravail doit être organisé dans l'intérêt du service et être une modalité d'organisation du service;
- 2° le télétravail doit être compatible avec la ou les fonction(s) pour laquelle (lesquelles) le service demande à être autorisé de recourir au télétravail.

§ 3. Lorsqu'il autorise un service à recourir au télétravail, le Comité de direction en informe le Ministre dont relève fonctionnellement ledit service ou le Ministre de tutelle pour le Conseil supérieur de l'Audiovisuel et les organismes d'intérêt public.

§ 4. Sur proposition du responsable de rang 12 au moins du service autorisé à recourir au télétravail, le Comité de direction peut autoriser le ou les membres du personnel, qui ont marqué leur accord, de recourir au télétravail et définit les modalités d'organisation de celui-ci.

La proposition du responsable de rang 12 doit être introduite avant le 1^{er} mars simultanément auprès du Comité de direction et de la Direction générale du Personnel et de la Fonction publique, ou, le cas échéant, au service des ressources humaines, au moyen du formulaire et de la grille d'évaluation prévus à cet effet.

Ce formulaire et cette grille sont établis par le Comité de direction.

§ 5. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles et sans préjudice d'une impossibilité technique, le Comité de direction accorde avant le 1^{er} juillet l'autorisation de télétravail aux candidats sélectionnés.

CHAPITRE III. — *De la demande d'un membre du personnel de pouvoir recourir au télétravail*

Art. 4. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 3 du présent arrêté, un membre du personnel peut introduire une demande individuelle pour recourir au télétravail.

§ 2. Les candidatures au télétravail sont introduites auprès du supérieur hiérarchique le plus immédiat du rang 12, au moins pour le 31 janvier, au moyen du formulaire prévu à cet effet. La validité des candidatures expire au 31 décembre.

Le supérieur hiérarchique transmet, avant le 1^{er} mars, son avis motivé simultanément au Comité de direction et à la Direction générale du Personnel et de la Fonction publique, ou, le cas échéant, au service des ressources humaines, au moyen de la grille d'évaluation prévue à cet effet.

La Direction générale du Personnel et de la Fonction publique ou le service en charge des ressources humaines transmet avant le 1^{er} mai, au Comité de direction, un avis relatif à la condition visée à l'article 6, alinéa 1^{er}, 1°.

Le Comité de direction statue sur les demandes et transmet avant le 1^{er} juin la liste des candidats sélectionnés au Directeur général du Personnel et de la Fonction publique ou au fonctionnaire dirigeant en charge du personnel. En cas d'avis défavorable du supérieur hiérarchique, le candidat est entendu à sa demande par le Comité de direction.

Art. 5. § 1^{er}. En cas d'indisponibilité budgétaire, sur la base des listes des candidats sélectionnés visées à l'article 4, § 2, alinéa 4, le Directeur général du Personnel et de la Fonction publique ou, le cas échéant, le fonctionnaire dirigeant en charge du personnel, établit un classement des demandes selon les priorités successives suivantes :

- 1° les demandes des candidats qui font l'objet d'une décision d'un médecin de l'administration de l'Expertise médicale du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement dans le cadre des articles 117 à 123 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII;
- 2° les demandes des candidats qui font l'objet d'une recommandation du conseiller en prévention-médecin du travail et/ou invoquent des raisons d'ordre social ou familial reconnues par le service social;
- 3° les demandes des candidats qui justifient d'une utilisation des moyens de transport en commun publics qui requiert un temps d'attente et de parcours qui atteint au moins trois heures par jour (aller et retour cumulés).

Dans chaque catégorie prioritaire, les demandes sont classées dans l'ordre de la durée du temps d'attente et de parcours nécessaire pour se rendre du domicile au lieu de travail, au moyen de transports en commun publics, de la plus importante à la moins importante.

Les demandes des candidats non prioritaires sont classées dans l'ordre de la durée du temps d'attente et de parcours nécessaire pour se rendre du domicile au lieu de travail, au moyen de transports en commun publics, de la plus importante à la moins importante.

§ 2. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles et sans préjudice d'une impossibilité technique, le Comité de direction accorde, avant le 1^{er} juillet, l'autorisation de télétravail aux candidats sélectionnés dans le respect du classement établi.

CHAPITRE IV. — *De la décision individuelle relative au télétravail*

Art. 6. Un membre du personnel peut être autorisé à recourir au télétravail s'il est satisfait aux conditions suivantes :

- 1° le télétravail est compatible avec la fonction;
- 2° le télétravail est compatible avec l'intérêt du service;
- 3° le télétravailleur exerce ses fonctions dans le cadre d'un régime de travail à temps plein;
- 4° le télétravailleur est affecté au sein de la direction dont il relève depuis deux ans au moins.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 3°, le candidat qui exerce ses fonctions selon le régime d'incapacité de travail à temps partiel prévu aux articles 117 à 123 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 précité peut obtenir une autorisation de télétravail.

Art. 7. L'autorisation de télétravail est accordée pour une période d'un an, renouvelable par périodes de deux ans, pour autant que subsistent les conditions visées à l'article 6.

L'autorisation initiale est assortie d'une période probatoire de trois mois.

Chaque renouvellement est subordonné à une demande du télétravailleur, introduite au moins deux mois avant l'expiration de l'autorisation en cours.

La demande de renouvellement est introduite auprès du supérieur hiérarchique du rang 12 au moins.

Lorsqu'il statue sur la demande de renouvellement, le Comité de direction vérifie que les conditions de l'article 6 subsistent. Il vérifie également que les entretiens de suivi et le tableau de bord prévus à l'article 16 sont régulièrement tenus et mis à jour.

En cas de proposition de refus de renouvellement, le télétravailleur est préalablement invité à être entendu.

Le Comité de direction transmet la décision de renouvellement au Directeur général du Personnel et de la Fonction publique, ou, le cas échéant, au fonctionnaire dirigeant en charge du personnel.

Art. 8. L'autorisation de télétravail mentionne :

- 1° le lieu où s'exerce le télétravail;
- 2° les jours de télétravail;
- 3° la manière selon laquelle il est indiqué au télétravailleur les tâches à réaliser, les objectifs à atteindre ainsi que les méthodes de mesure du travail fourni;
- 4° la durée de l'autorisation;
- 5° l'accord du télétravailleur quant à l'accès à son domicile ou au lieu choisi par lui, du service interne de prévention et de protection du travail entre 9 h 00 et 16 h 00, moyennant rendez-vous;
- 6° l'engagement du télétravailleur à respecter les règles de sécurité informatique imposées par l'employeur;
- 7° l'engagement du télétravailleur à suivre les formations au télétravail organisées par l'employeur et spécialement celles relatives aux règles de sécurité informatique.

Les mentions visées à l'alinéa 1^{er} font l'objet d'un avenant au contrat de travail des membres du personnel contractuel.

Art. 9. En cas de changement d'affectation du télétravailleur, le maintien de l'autorisation de télétravail est subordonné à une décision du Comité de direction. Dans ce cas, il peut être dérogé à la condition prévue à l'article 6, alinéa 1^{er}, 4°.

Le Comité de direction statue sur le maintien de l'autorisation dans les deux mois du changement d'affectation visé à l'alinéa 1^{er}. Passé ce délai, la décision du Comité de direction est réputée favorable.

Art. 10. Moyennant un préavis de deux mois, le Comité de direction peut mettre fin à l'autorisation de télétravail, sur avis motivé du supérieur hiérarchique. Le télétravailleur est préalablement invité à être entendu.

Moyennant un préavis d'un mois, le télétravailleur peut demander qu'il soit mis fin anticipativement à une autorisation de télétravail.

Art. 11. L'octroi d'un régime de travail à temps partiel pour une période de moins de six mois suspend l'autorisation de télétravail à l'exception :

- 1° du régime d'incapacité de travail à temps partiel;
- 2° du régime d'interruption de la carrière professionnelle.

L'octroi d'un régime de travail à temps partiel pour une période de plus de six mois met un terme de plein droit à l'autorisation de télétravail à l'exception du régime d'incapacité de travail à temps partiel.

A l'exception des absences pour raisons médicales, en ce compris les absences pour maladie en raison d'un accident du travail, d'un accident sur le chemin du travail ou d'une maladie professionnelle, toute absence de six mois au moins met un terme de plein droit à l'autorisation de télétravail.

Art. 12. § 1^{er}. Le télétravailleur ne peut accomplir plus de deux cinquièmes de ses prestations en télétravail.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le directeur chargé d'une direction ne peut accomplir plus d'un cinquième de ses prestations en télétravail.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le télétravailleur peut accomplir trois cinquièmes de ses prestations en télétravail :

- 1° en cas de décision d'un médecin de l'administration de l'Expertise médicale du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement dans le cadre des articles 117 à 123 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 précité;
- 2° en cas de recommandation du conseiller en prévention-médecin du travail;
- 3° en cas de décision dûment motivée du Comité de direction.

§ 2. Le télétravail s'effectue par jours entiers.

§ 3. Les jours de télétravail sont arrêtés de commun accord entre le supérieur hiérarchique et le télétravailleur.

§ 4. Les heures de travail prestées dans le cadre du télétravail ne donnent pas droit à des heures de récupération.

§ 5. Le télétravailleur ne peut prétendre au bénéfice de la valorisation des prestations effectuées en dehors des heures normales de travail pour les prestations accomplies entre 18 h 30 et 7 h 30 les jours de télétravail, à moins que ces prestations ne soient imposées par le supérieur hiérarchique compétent.

CHAPITRE V. — *Des droits et des obligations*

Art. 13. Le membre du personnel en télétravail doit être joignable durant les plages fixes de l'horaire variable, sauf si d'autres modalités ont été fixées de commun accord dans l'autorisation de télétravail entre le télétravailleur et son supérieur hiérarchique du rang 12 au moins.

Art. 14. § 1^{er}. Aucune allocation ou prime ne peut être octroyée en vertu du télétravail. Aucune augmentation ou diminution de l'horaire de travail ne peut y être liée.

La charge de travail et les critères de résultat du télétravailleur sont équivalents à ceux des membres du personnel comparables occupés dans les locaux de l'employeur.

§ 2. Les télétravailleurs ont les mêmes droits à la formation et aux possibilités de carrière que les membres du personnel comparables occupés dans les locaux de l'employeur et sont soumis aux mêmes évaluations.

Art. 15. Le télétravailleur doit pouvoir accéder aux informations concernant l'institution et le service.

Art. 16. Le supérieur hiérarchique immédiat et le télétravailleur tiennent des entretiens de suivi, au minimum trimestriels, afin de charger le télétravailleur des missions et des tâches qu'il doit accomplir et d'assurer le suivi de celles-ci. Un tableau de bord est tenu à cet effet.

Art. 17. L'employeur fournit, installe et entretient les équipements informatiques et de téléphonie nécessaires au télétravail.

L'employeur prend en charge les coûts de connexion et de communication liés au télétravail, à l'exception de la mise à disposition par le télétravailleur d'une ligne téléphonique -paire de cuivre- libre de service ADSL.

L'employeur fournit un service approprié d'appui technique.

Art. 18. Conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2007 portant le code de bonne conduite des utilisateurs informatiques, du courrier électronique et d'Internet au sein des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII, le télétravailleur prend soin des équipements qui lui sont confiés.

Art. 19. Le télétravailleur informe sans délai l'employeur en cas de panne d'un équipement ou de toute autre circonstance l'empêchant d'effectuer son travail.

En cas d'empêchement visé à l'alinéa 1^{er}, le télétravail peut être suspendu sur décision motivée du supérieur hiérarchique du rang 12 au moins.

Art. 20. Le télétravailleur informe sans délai l'employeur en cas de vol ou d'endommagement des équipements et des données par des tiers et lui fournit les informations susceptibles de lui permettre d'obtenir réparation du préjudice subi.

Art. 21. Sauf en cas de dol, de faute lourde ou de faute légère habituelle du télétravailleur, l'employeur prend en charge les coûts liés à la perte ou à l'endommagement des équipements et des données.

Art. 22. Le télétravailleur informe sans délai l'employeur en cas de maladie ou d'accident du travail.

Il fournit tout élément utile à la qualification de l'accident comme accident du travail.

Art. 23. L'employeur informe le télétravailleur des mesures de protection et de prévention en vigueur en matière de santé et de sécurité au travail, notamment celles relatives aux écrans de visualisation.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoire et finales*

Art. 24. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juillet 2008 relatif au télétravail dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} juillet 2010, est abrogé.

Art. 25. Le membre du personnel qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté effectue du télétravail par décision prise sur la base de l'arrêté visé à l'article 24, est autorisé à télétravailler aux conditions de cet arrêté, jusqu'à la date de la décision du Comité de direction sur sa demande de renouvellement telle que visée à l'article 7, alinéa 3.

Art. 26. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 octobre 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 2918

[C – 2011/29545]

6 OKTOBER 2011. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende telewerk

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen door de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van 11 juli 2008 betreffende het telewerk binnen de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het «Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté Française» (Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), inzonderheid op artikel 13, vervangen door het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, inzonderheid op artikel 45, tweede lid, vervangen door het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "ONE", inzonderheid op artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het gecoördineerd decreet van de Franse Gemeenschap van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten, inzonderheid op artikel 140, § 3;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 november 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 18 november 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 18 november 2010;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 20 december 2010;

Gelet op het advies van de Directieraad van het «Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté Française» (Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), gegeven op 13 januari 2011;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap, gegeven op 24 januari 2011;

Gelet op het advies van de Directieraad van de «Office de la Naissance et de l'Enfance», gegeven op 18 januari 2011;

Gelet op het advies van de Directieraad van het «Institut de la Formation en cours de carrière» (Instituut voor de opleiding gedurende de loopbaan), gegeven op 31 januari 2011;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 394 van het Comité van sector XVII, gesloten op 4 februari 2011;

Gelet op het advies nr. 49.558/4 van de Raad van State, gegeven op 18 mei 2011, bij toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het Europese raamakkoord van 16 juli 2002 betreffende telewerk;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities en toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op de statutaire personeelsleden en op de contractuele personeelsleden, hierna personeelsleden genoemd, van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren.

Van het toepassingsgebied van dit besluit worden echter uitgesloten, de contractuele personeelsleden die bij een arbeidsovereenkomst sedert minder dan twee jaar worden tewerkgesteld.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

- 1^o telewerk : elke vorm van organisatie en/of uitvoering van het werk waarin, met gebruikmaking van informatietechnologie werkzaamheden die in de lokalen van de werkgever zouden kunnen worden uitgevoerd, op regelmatige basis op de woonplaats van de telewerker of op elke door hem gekozen locatie buiten de lokalen van de werkgever, mits toestemming van deze, worden uitgevoerd;
- 2^o telewerker : het statutaire personeelslid of het contractuele personeelslid dat telewerkt;
- 3^o werkgever : de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector of de instelling van openbaar nut die onder sectorcomité XVII ressorteert;
- 4^o dienst : een eenheid die onder leiding van een ambtenaar van ten minste rang 12 staat;
- 5^o directiecomité : het directiecomité van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, zoals bepaald in artikel 12 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, of, in voorkomend geval, het directieorgaan van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector of de instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel 1.

HOOFDSTUK II. — *Beslissing een beroep te doen op telewerk bij de organisatie van een dienst*

Art. 3. § 1. Het Directiecomité kan beslissen een dienst die voldoet aan de in paragraaf 2 bedoelde voorwaarden toe te laten op telewerk een beroep te doen.

§ 2. Een dienst kan worden toegelaten op telewerk een beroep te doen indien hij voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° telewerken moet worden georganiseerd in het belang van de dienst en een wijze van organisatie van de dienst zijn;
- 2° telewerken moet verenigbaar zijn met het ambt(de ambten) waarvoor de dienst een aanvraag indient om op telewerken een beroep te kunnen doen.

§ 3. Wanneer het Directiecomité een dienst toelaat op telewerken een beroep te doen, brengt het er de Minister onder wie deze dienst functioneel ressorteert of de toezichhoudende Minister, voor de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut, op de hoogte van.

§ 4. Op voorstel van de verantwoordelijke van ten minste rang 12 van de dienst die wordt toegelaten op telewerken een beroep te doen, kan het Directiecomité het personeelslid (de personeelsleden), die zijn (hun) toestemming hebben betuigd, op telewerken een beroep te doen en bepaalt de nadere regels voor de organisatie ervan.

Het voorstel van de verantwoordelijke van rang 12 moet vóór 1 maart gelijktijdig bij het Directiecomité en de Algemene Directie Personeel en Ambtenarenzaken, of, in voorkomend geval, bij de dienst human resources, door middel van het formulier en het daartoe bepaalde evaluatierooster, worden ingediend.

Dat formulier en dat rooster worden door het Directiecomité opgemaakt.

§ 5. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en behoudens als dit technisch onmogelijk is, kent het Directiecomité vóór 1 juli de geselecteerde kandidaten de toelating tot telewerken toe.

HOOFDSTUK III. — *Aanvraag van een personeelslid om te kunnen telewerken*

Art. 4. § 1. Onverminderd artikel 3 van dit besluit, kan een personeelslid een individuele aanvraag tot telewerken indienen.

§ 2. De kandidaturen voor telewerken worden ingediend bij de onmiddellijk hiërarchische meerdere van rang 12, ten minste voor 31 januari, door middel van het daartoe bepaalde formulier. De geldigheidsduur voor de kandidaturen eindigt op 31 december.

De hiërarchisch meerdere deelt vóór 1 maart zijn met redenen omkleed advies gelijktijdig aan het Directiecomité en aan de Algemene Directie Personeel en Ambtenarenzaken mee, of, in voorkomend geval, aan de dienst human resources, door middel van het daartoe bepaalde evaluatierooster.

De Algemene Directie Personeel en Ambtenarenzaken of de dienst bevoegd voor de human resources zendt vóór 1 mei het Directiecomité een advies betreffende de voorwaarde bedoeld in artikel 6, eerste lid, 1°.

Het Directiecomité beslist over de aanvragen en zendt vóór 1 juni de lijst van de geselecteerde kandidaten aan de Directeur-generaal van Personeel en Ambtenarenzaken of aan de leidend ambtenaar bevoegd voor het personeel. Als het advies van de hiërarchische meerdere ongunstig is, wordt de kandidaat op zijn aanvraag door het Directiecomité gehoord.

Art. 5. § 1. Bij gebrek aan begrotingsmogelijkheden, op grond van de lijsten van de geselecteerde kandidaten bedoeld in artikel 4, § 2, vierde lid, stelt de Directeur-generaal van Personeel en Ambtenarenzaken of, in voorkomend geval, de leidend ambtenaar bevoegd voor het personeel, een rangschikking van de aanvragen vast in de volgorde van de volgende prioriteiten :

- 1° de aanvragen van de kandidaten over wie een beslissing werd genomen door een arts van het bestuur medische expertise van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid Voedselketen en Leefmilieu in het kader van de artikelen 117 tot 123 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;
- 2° de aanvragen van de kandidaten over wie een aanbeveling van de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer werd getroffen en/of die redenen van sociale of familiale aard die door de sociale dienst worden erkend, inroepen;
- 3° de aanvragen van de kandidaten die het bewijs leveren van het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen dat een wacht- en reistijd vergt die ten minste drie uur per dag bedraagt (heen- en terugreis gecumuleerd).

In elke prioritaire categorie, worden de aanvragen gerangschikt in de volgorde van de wacht- en reistijd die noodzakelijk is om zich te begeven van de woonplaats naar de arbeidsplaats, door middel van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen, van de belangrijkste tot de minst belangrijke.

De aanvragen van de niet-prioritaire kandidaten worden gerangschikt in de volgorde van de wacht- en reistijd die noodzakelijk is om zich te begeven van de woonplaats naar de arbeidsplaats, door middel van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen, van de belangrijkste naar de minst belangrijke.

§ 2. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en behalve als een technische onmogelijkheid wordt vastgesteld, kent het Directiecomité, vóór 1 juli, de toelating tot telewerken toe aan de geselecteerde kandidaten met inachtneming van de vastgestelde rangschikking.

HOOFDSTUK IV. — *Individuele beslissing tot telewerken*

Art. 6. Een personeelslid kan tot telewerken worden toegelaten als aan de volgende voorwaarden wordt voldaan :

- 1° telewerken is verenigbaar met het ambt;
- 2° telewerken is verenigbaar met het belang van de dienst;
- 3° de telewerker oefent zijn ambt uit in het kader van een voltijdse arbeidstijd;
- 4° de telewerker wordt aangewezen voor de directie waaronder hij sedert ten minste twee jaar ressorteert.

In afwijking van het eerste lid, 3°, kan de kandidaat die zijn ambt uitoefent volgens de regeling inzake deeltijdse arbeidsongeschiktheid bedoeld in de artikelen 117 tot 123 van het voormelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 een toelating tot telewerken krijgen.

Art. 7. De toelating tot telewerken wordt toegekend voor een periode van één jaar, hernieuwbaar voor periodes van twee jaar, voor zover de voorwaarden bedoeld in artikel 6 blijven bestaan.

De oorspronkelijke toelating is onderworpen aan een proefperiode van drie maanden.

Elke hernieuwing is onderworpen aan een aanvraag van de telewerker, die ten minste twee maanden vóór het einde van de lopende toelating wordt ingediend.

De aanvraag om hernieuwing wordt bij de hiërarchische meerdere van ten minste rang 12 ingediend.

Als het Directiecomité over de aanvraag om hernieuwing beslist, kijkt het na of de voorwaarden van artikel 6 nog altijd voorhanden zijn. Het zorgt er eveneens voor dat de opvolgingsgesprekken en het stuurbord bedoeld in artikel 16 regelmatig worden bijgehouden en bijgewerkt.

Bij voorstel van weigering van hernieuwing, wordt de telewerker vooraf gehoord.

Het Directiecomité zendt de beslissing tot hernieuwing aan de directeur-generaal van Personeel en Ambtenarenzaken, of, in voorkomend geval, aan de ambtenaar-generaal bevoegd voor het personeel.

Art. 8. De toelating tot telewerken vermeldt :

- 1° de plaats waar het telewerk wordt verricht;
- 2° de dagen waarop het telewerk wordt verricht;
- 3° de manier waarop de telewerker op de hoogte wordt gebracht van de te vervullen taken, de te bereiken doelstellingen alsook de methoden voor het meten van het geleverde werk;
- 4° de duur van de toelating;
- 5° de toestemming van de telewerker betreffende de toegang tot zijn woonplaats of tot de door hem gekozen plaats, van de interne dienst voor preventie en bescherming op het werk tussen 9 uur en 16 uur, op afspraak;
- 6° de verbintenis van de telewerker tot naleving van de door de werkgever opgelegde regels inzake informaticaveiligheid;
- 7° de verbintenis van de telewerker tot het volgen van de opleidingen voor telewerken, georganiseerd door de werkgever, inzonderheid deze die betrekking hebben op de regels inzake informaticaveiligheid.

De vermeldingen bedoeld in het eerste lid worden opgenomen in een aanhangsel bij de arbeidsovereenkomst van de contractuele personeelsleden.

Art. 9. Bij verandering van dienstaanwijzing van de telewerker, wordt het behoud van de toelating tot telewerken afhankelijk gemaakt van een beslissing van het Directiecomité. In dat geval, kan worden afgeweken van de voorwaarde bepaald in artikel 6, eerste lid, 4°.

Het Directiecomité beslist over het behoud van de toelating binnen de twee maanden van de verandering van dienstaanwijzing bedoeld in het eerste lid. Nadat die termijn verstreken is, wordt de beslissing van het Directiecomité als gunstig geacht.

Art. 10. Met inachtneming van een opzeggingstermijn van twee maanden, kan het Directiecomité de toelating tot telewerken beëindigen, op met redenen omkleed advies van de hiërarchische meerdere. De telewerker wordt vooraf gehoord.

Met inachtneming van een opzeggingstermijn van één maand, kan de telewerker vragen dat er vroegtijdig een einde wordt gemaakt aan een toelating tot telewerken.

Art. 11. De toekenning van een deeltijdse arbeid voor een periode van zes maanden schort de toelating tot telewerken op, met uitzondering van :

- 1° deeltijdse arbeidsongeschiktheid;
- 2° onderbreking van de beroepsloopbaan.

Door de toekenning van een deeltijdse arbeid voor een periode van meer dan zes maanden wordt van rechtswege een einde gemaakt aan de toelating tot telewerken, met uitzondering van de deeltijdse arbeidsongeschiktheid.

Met uitzondering van afwezigheden om medische redenen, met inbegrip van de afwezigheden wegens ziekte als gevolg van een arbeidsongeval, een ongeval van en naar het werk of van een beroepsziekte, maakt elke afwezigheid van ten minste zes maanden van rechtswege een einde aan de toelating tot telewerken.

Art. 12. § 1. De telewerker kan niet meer dan twee vijfden van zijn prestaties met telewerken vervullen.

In afwijking van het eerste lid, kan de directeur belast met een directie niet meer dan één vijfde van zijn prestaties met telewerken vervullen.

In afwijking van het eerste lid, kan de telewerker drie vijfden van zijn prestaties met telewerken vervullen :

- 1° bij beslissing van een arts van het bestuur medische expertise van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid Voedselketen en Leefmilieu in het kader van de artikelen 117 tot 123 van het voormelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004;
- 2° bij aanbeveling van de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer;
- 3° bij een met redenen omklede beslissing van het Directiecomité.

§ 2. Het telewerken wordt in volle dagen verricht.

§ 3. De telewerkdagen worden in onderlinge overeenstemming tussen de hiërarchische meerdere en de telewerker vastgesteld.

§ 4. De werkuren gepresteerd in het kader van het telewerk geven geen recht op compensatie-uren.

§ 5. De telewerker kan geen aanspraak maken op de valorisatie van de prestaties verricht buiten de normale arbeidsuren voor de prestaties verricht tussen 18 U 30 en 7 U 30 gedurende de telewerkdagen, tenzij die prestaties door de bevoegde hiërarchische meerdere worden opgelegd.

HOOFDSTUK V. — *Rechten en verplichtingen*

Art. 13. De telewerker moet kunnen worden bereikt gedurende het vaste deel van de flexibele arbeidsregeling, behalve als andere regels bij de toelating tot telewerken in onderlinge overeenstemming werden vastgesteld tussen de telewerker en zijn hiërarchische meerdere van ten minste rang 12.

Art. 14. § 1. Geen toelage of premie kan worden toegekend in het kader van telewerken. Geen vermeerdering of vermindering van de arbeidsduur kan ermee worden verbonden.

De werklast en de criteria voor het beoordelen van het door de telewerker geleverde werk zijn gelijk aan die van de vergelijkbare personeelsleden die in de lokalen van de werkgever werken.

§ 2. De telewerkers hebben dezelfde rechten op vorming en loopbaanmogelijkheden als de vergelijkbare personeelsleden die in de lokalen van de werkgever werken en aan dezelfde evaluaties onderworpen zijn.

Art. 15. De telewerker moet toegang kunnen krijgen tot de informatie betreffende de instelling en de dienst.

Art. 16. De onmiddellijk hiërarchische meerdere en de telewerker voeren, ten minste om de drie maanden, opvolgingsgesprekken, om de telewerker de te vervullen opdrachten en taken toe te kennen en om het opvolgen ervan te verrichten. Er wordt daartoe een stuurbord bijgehouden.

Art. 17. De werkgever levert, installeert en onderhoudt de informatica- en telefonie-uitrusting die noodzakelijk is voor het telewerken.

De werkgever betaalt de aansluitings- en verbindingskosten in verband met telewerken, met uitzondering van de terbeschikkingstelling door de telewerker van een telefoonlijn – raw copper - vrij van ADSL-dienst.

De werkgever levert een geschikte technische steundienst.

Art. 18. Overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2007 betreffende de gedragscode van de gebruikers van de computersystemen, van de e-mails en van het Internet binnen de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren, gaat de telewerker zorgvuldig om met de uitrusting die hem wordt toegekend.

Art. 19. De telewerker brengt zonder verwijl de werkgever op de hoogte van elk defect bij een uitrusting of van elke andere omstandigheid waardoor hij zijn werk niet kan verrichten.

Bij verhindering zoals bedoeld in het eerste lid, kan het telewerken worden opgeschort op met redenen omklede beslissing van de hiërarchische meerdere van ten minste rang 12.

Art. 20. De telewerker verwittigt zonder verwijl de werkgever als de uitrusting en de gegevens door derden worden gestolen of beschadigd en bezorgt hem de informatie die hem de mogelijkheid verschaft om een schadevergoeding te bekomen.

Art. 21. Behalve in geval van bedrog, ernstige of gewone lichte tekortkoming van de telewerker, betaalt de werkgever de kosten in verband met het verlies of de beschadiging van de uitrusting en de gegevens.

Art. 22. De telewerker verwittigt de werkgever zonder verwijl bij ziekte of arbeidsongeval.

Hij levert elk gegeven dat nuttig is om het ongeval als arbeidsongeval te omschrijven.

Art. 23. De werkgever brengt de telewerker op de hoogte van de geldende maatregelen inzake bescherming en preventie op het gebied van gezondheid en veiligheid op het werk, inzonderheid deze die betrekking hebben op de visualisatieschermen.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 24. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juli 2008 betreffende het telewerk binnen de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 juli 2010, wordt opgeheven.

Art. 25. Het personeelslid dat, op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit, aan telewerk doet als gevolg van een beslissing genomen op grond van het besluit bedoeld in artikel 24, wordt toegelaten tot telewerken onder de voorwaarden van dat besluit, tot de datum van de beslissing van het Directiecomité over zijn aanvraag om hernieuwing zoals bedoeld in artikel 7, derde lid.

Art. 26. De Minister bevoegd voor de Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 oktober 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET